

Département de la Loire Atlantique
Commune de Saint Hilaire de Chaléons

PLAN LOCAL D'URBANISME
Révision

DOCUMENT D'APPROBATION

Pièce n°5
Annexes

Document : Annexe sanitaire : eaux usées

Vu pour être annexé à la
Délibération du : 05 OCT. 2004

Le Maire,

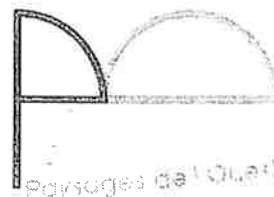
François LOCHUIS

Le Maire,

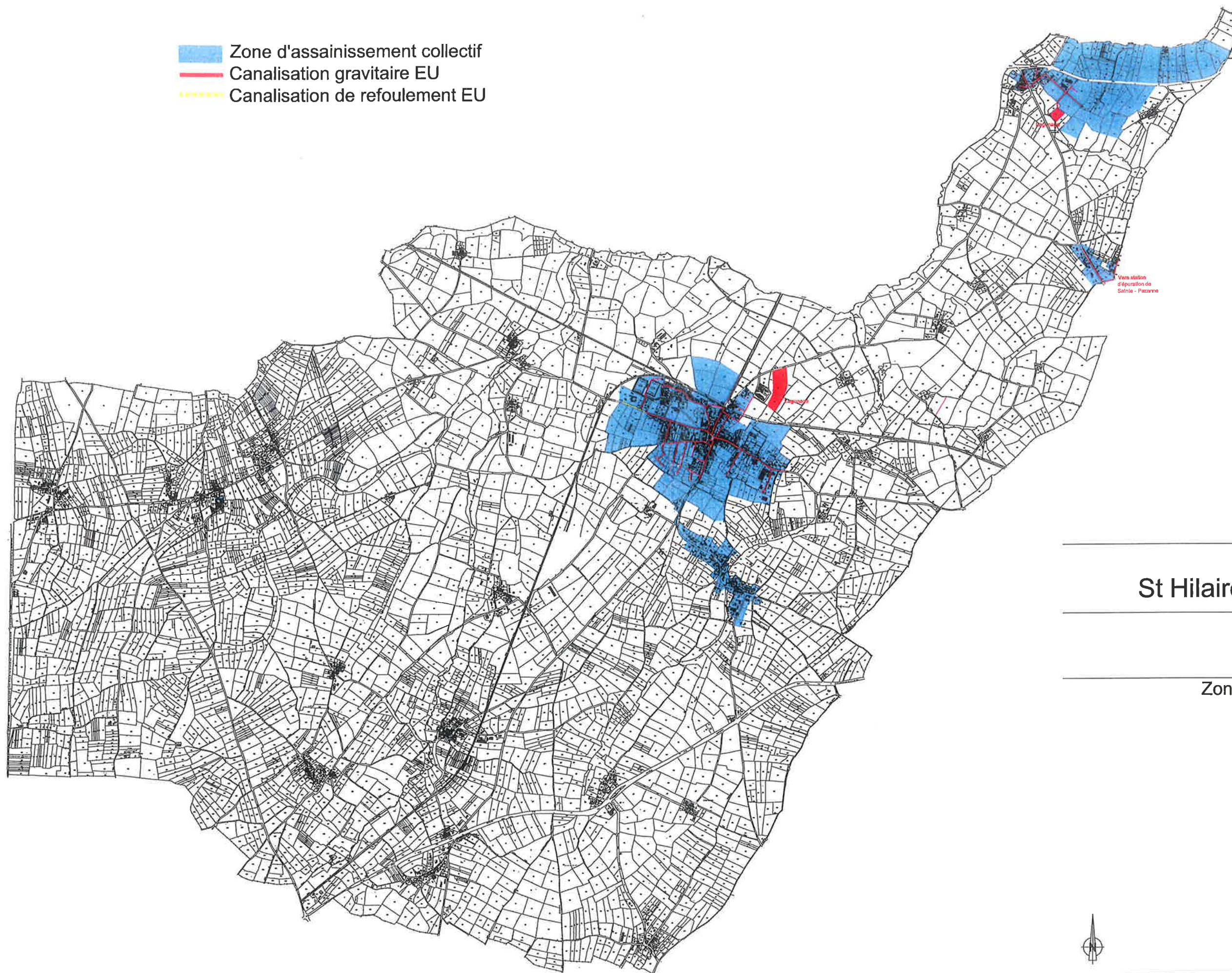
P.O.S.	Prescrit	Approuvé
Élaboration		Le 21 septembre 1982
Révision 1		Le 07 novembre 1995
Révision 2	Le 05 mai 1999	Le 05 octobre 2004
Elaboration du P.L.U		

Paysages de l'Ouest
33, Boulevard Einstein
44300 NANTES
Tél: 02.40.76.56.56
Fax: 02.40.76.01.23

E-mail: paysages.de.louest@wanadoo.fr

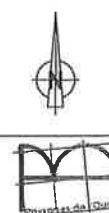


- Zone d'assainissement collectif
- Canalisation gravitaire EU
- Canalisation de refoulement EU



Commune de
St Hilaire de Chaléons

Pièce n°5
Annexes
Zone d'assainissement



Octobre 2004 - U122



Commune de SAINT HILAIRE DE CHALEONS - 44680

**Extrait du registre des délibérations
CONSEIL MUNICIPAL DU 5 OCTOBRE 2004**

L'an deux mille quatre, le cinq octobre, à vingt heures trente minutes, le Conseil Municipal de la Commune de SAINT HILAIRE DE CHALEONS s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur François LOQUAIS, Maire.

Nombre de conseillers en exercice : **18.**

Date de convocation du Conseil Municipal : **30 septembre 2004**

Membres présents : François LOQUAIS, Jérôme PLANTIVE, Pascale LAMIS, Philippe BOUE, Alfred PINSON, René LAMBERT, Hubert ECORSE, Christelle BURGAUDEAU, Serge PINTOUT, Henri DUPONT, Françoise RELANDEAU.

Formant la majorité des membres en exercice.

Membres absents excusés : Jacques GOAR, Magali ODEON, Béatrice HERY, Joël RABREAU, Christophe CLEMENT, Thierry LE PIERRES, Nathalie ROBARD.

Secrétaire de séance : Christelle BURGAUDEAU.

Pouvoirs : Béatrice HERY à René LAMBERT
Joël RABREAU à Serge PINTOUT
Magali ODEON à Pascale LAMIS

❖ **ZONAGE D'ASSAINISSEMENT / APPROBATION**

Monsieur le Maire rappelle au Conseil qu'une enquête publique s'est déroulée du 21 juin au 21 juillet 2004 inclus sur les dispositions du zonage d'assainissement sur la commune.

Aucune observation n'a été apposée sur le registre d'enquête.

Le Commissaire-Enquêteur a émis un avis favorable sur le sujet.

Monsieur le Maire présente le plan de zonage et propose à l'assemblée de l'approuver.

Vu la loi n°92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L123-1 à L123-12 et R123-1 à R123-36,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L2224-10,

Vu l'arrêté du 3 juin 2004 soumettant le plan de zonage d'assainissement à l'enquête publique,

Vu les conclusions du Commissaire-Enquêteur,

Considérant que le plan de zonage d'assainissement tel qu'il est présenté au Conseil Municipal est prêt à être approuvé,

Après en avoir délibéré et avec 1 abstention et 13 voix pour, le Conseil Municipal décide :

- ☐ *d'approuver le plan de zonage d'assainissement tel qu'il est annexé à la présente délibération,*
- ☐ *que, conformément à l'article R123-25 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois, et que mention de cet affichage sera inséré en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département,*
- ☐ *que le plan de zonage d'assainissement sera tenu à la disposition du public à la mairie aux jours et heures habituels d'ouverture,*
- ☐ *que la présente délibération deviendra exécutoire dès l'accomplissement des mesures de publicité précitées.*

Pour extrait conforme au registre des délibérations

Fait à Saint Hilaire de Chaleons

Le 7 octobre 2004

Le Maire, F. LOQUAIS



Certifié exécutoire,

Vu l'affichage en date du :

Vu la réception en S/Préfecture en date du :
Le Maire

DEPARTEMENT DE LA LOIRE ATLANTIQUE

**COMMUNE DE
SAINT-HILAIRE DE
CHALEONS**

**ETUDE DE ZONAGE
D'ASSAINISSEMENT**

RAPPORT PHASE III

JUIN 2004



SOMMAIRE

PHASE III	3
1. DECISION DE LA COMMUNE (CF. CARTE DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT)	4
1.1 ASSAINISSEMENT COLLECTIF	4
1.2 ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	7
1.3 CHIFFRAGE DU SCENARIO RETENU	8
2. DEPENSES PUBLIQUES / INCIDENCE BUDGETAIRE	9
2.1 ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	9
2.2 LE SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF :	9
3. CONSEQUENCES IMMEDIATES DU SCHEMA ET DES CHOIX OPERES	13
ANNEXE	17
Délibération du Conseil Municipal du 23 MAI 1995	17

Vu pour être annexé

à la délibération

du 05 OCT 2004



François LOCUAIS
Le Maire,

La commune de Saint-Hilaire de Chaléons a fait l'objet d'une démarche globale afin de fixer les modalités de l'assainissement sur l'ensemble du territoire dans le cadre réglementaire de la Loi sur l'Eau de Janvier 1992. Cette démarche a été présentée aux élus et aux partenaires dans les rapports de phases I et II (février 1995).

Suite à la délibération du conseil municipal du 23 mai 1995, un rapport phase III a été réalisé en juin 1995.

Actuellement et dans le cadre de la révision de Plan Local d'Urbanisme, la commune a besoin d'un document réactualisé.

Cette nouvelle troisième phase consiste donc à prendre en compte les décisions en matière de zonage, c'est à dire :

- » Etablir une carte où figurent pour les différents secteurs géographiques les modes d'assainissement collectif et non collectif.
- » Réactualiser le coût des travaux à réaliser.
- » Fixer les techniques à mettre en place en matière d'assainissement autonome.
- » Estimer les surfaces des parcelles à bâtir afin de satisfaire aux exigences de mise en œuvre des techniques d'assainissement autonome.
- » Estimer l'impact budgétaire des dépenses publiques en matière d'assainissement.

ETUDE DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

Commune de **SAINT-HILAIRE DE CHALEONS**

Phase III

1. DECISION DE LA COMMUNE (Cf. carte de zonage d'assainissement)

Après avoir considéré l'ensemble des propositions d'assainissement des secteurs, le Conseil Municipal de Saint-Hilaire de Chaléons a décidé de ne desservir en assainissement collectif que les secteurs suivants : (cf. délibération du conseil municipal du 23 mai 1995 en annexe)

- le bourg
- le village du Pont Béranger + la zone d'activités.
- la Thibaudière - la Mulonnière et le clos des fosses
- les Fosses et la Coche

Les autres secteurs urbanisés seront assainis de manière autonome.

1.1 ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Secteur 1 : Le Pont Béranger + la zone d'activité

Le Pont Béranger et sa zone d'activités sont actuellement desservis par un réseau d'assainissement collectif. Les eaux usées sont collectées et traitées au sein d'une station d'épuration de type lagunage naturel.

Secteur 103 (voir les n°des secteurs dans le rapport phase 1 et 2-février 95 :) Les Fosses et la Coche

Les communes de Saint-Hilaire de Chaléons et de Sainte-Pazanne, considérant les données tant techniques qu'économiques de l'assainissement collectif des villages des Fosses et de la Coche, ont décidé d'un commun accord que les effluents collectés seraient dirigés vers les installation d'épuration de la commue de Sainte-Pazanne pour y être traités. (cf. délibération du conseil municipal du 15 Décembre 2003). Actuellement, les travaux d'assainissement sont réalisés.

Secteurs 2 et 12 : la Thibaudière- la Mulonnière et le Clos des fosses

La solution retenue est le raccordement de ces secteurs sur le réseau d'assainissement existant du bourg. Du point de vue technique, la mise en place d'un poste de refoulement situé en point bas entre les villages de la Thibaudière et de la Mulonnière est à prévoir.

Le nombre de logements à raccorder sur la station est de 44 logements (simulation réalisé en février 1995). Néanmoins, la présence d'une zone UC permet d'envisager un renforcement de l'habitat de l'ordre de 10 à 15 logements par an, voir plus si une urbanisation se développait de part et d'autre du secteur de la Thibaudière -Mulonnière.

Sur la base d'un taux moyen d'occupation de 3 EH/logement, c'est donc un apport supplémentaire immédiat de 130 EH (soit 44 logements) et à terme de 225 EH (soit 75 logements) que devrait supporter la station.

Analyse de l'existant (données -rapport SCE-Mars 2004)

Actuellement, la station d'épuration du bourg est saturée. C'est une station d'épuration de type lagunage naturel d'une capacité nominale de 670 équivalents-habitants. Construite en 1984, ces lagunes atteignent les limites de capacité de traitement.

Le réseau d'assainissement d'un linéaire de 5274 m est séparatif. Il existe un poste de refoulement situé route de Chéméré. A la fin d'année 2003, il y avait 337 branchements. La filière de traitement est composée de 3 bassins : 1 bassin de 4000 m³ et les 2 et 3 ème bassins 2000 m³ chacun.

Le rejet des effluents traités s'effectue dans le fossé dit de « la Bonne Fontaine », qui a pour exutoire la rivière « la Blanche ». La station actuelle est en surcharge organique et hydraulique. L'effluent rejeté est de qualité moyenne. Les normes de rejet ne sont pas respectées.

Afin de permettre le traitement optimal des eaux usées de Saint-Hilaire de Chaléons et de répondre aux besoins futurs d'urbanisation, il est prévue une restructuration de la station d'épuration.

Une étude technico-économique a été réalisé par la SCE en mars 2004 afin de définir au mieux la nouvelle station d'épuration (filière et capacité).

Dans le cadre de l'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme (qui vient d'être achevé), les parcelles n°602, n°603, n°605 et n°956 (parcelles attenantes au site de traitement actuel) ont été inscrites en emplacement réservé pour la station d'épuration, ce qui correspond à une surface de plus de 5.5 ha. Le rythme de constructions retenu par la commune est d'environ 14, 15 logements par an sur les 15 prochaines années.

D'après l'étude technico-économique, la nouvelle station d'épuration sera d'une capacité de 1900 EH. sur la base de 60g de DBO5 par jour par habitant.

Le tableau ci-après présente les flux futurs pour une capacité nominale de 1900 EH.

	Flux en kg/j
DBO5	114
DCO	266
MES	171
NGL	28.5
Pt	7.6
Charge hydraulique	360 m3/j

Flux déterminés sur la base suivante indiqué par l'Agence de l'eau :

1^E.H.= 60g de DBO5 /j , 140 g de DCO/j, 90g de MES/j, 15g de NGL/j, 4 g de P/j.

Deux techniques de traitement peuvent être retenues : lagunage naturel ou boues activées. Du point de vue impacts environnementaux, le lagunage s'intègre parfaitement dans un paysage rural par rapport à une station de type boues activées.

En conclusion de l'étude SCE, le lagunage naturel permettrait à la collectivité de disposer d'un système de traitement pour un coût d'investissement particulièrement attractif pour des performances épuratoires compatibles avec le milieu récepteur et des usages de l'eau.

Estimation des travaux de la nouvelle station d'épuration :

Aménagements	Coût estimatif en EUROS HT
Terrassements	305 000
Assainissement	30 500
Poste de relèvement	26 700
Equipements	4 500
Chaussée et Clôture	35 000
Total	401 700

1.2 ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Le conseil municipal a décidé de retenir en assainissement non collectif tous les autres secteurs d'habitats.

Pour les quelques logements classés en « Autonome Impossible » (anciennement appelés « Groupement indispensable »), c'est à dire pour lesquels la mise en place d'un assainissement autonome est impossible faute de surface suffisante, la seule façon de pouvoir traiter correctement les effluents est de se grouper avec une habitation voisine ou d'acquérir du terrain supplémentaire (les échanges fonciers entre propriétaires pourront être facilités par la municipalité).

De plus, il faudra favoriser la réhabilitation des systèmes d'assainissement autonome dans les secteurs proches des cours d'eau et dont les rejets d'eaux usées s'effectuent dans les fossés et rejoignent les ruisseaux en aval, car cela représente une pollution non négligeable du milieu naturel.

D'autre part, il est souhaitable de limiter l'urbanisation dans les secteurs où les sondages ont révélé des sols défavorables à la mise en place de systèmes d'assainissement autonome (classes 3 et surtout 4).

Dans tous les cas, une aire minimale constructible, ou taille minimale des parcelles à construire, devra être évaluée selon les filières retenues par secteur. En général, pour un habitat moyen de type F4 ou F5, il est souhaitable de n'autoriser la construction qu'à partir d'une taille minimale de 900 m² dont 200 de surface d'assainissement non collectif en relation avec le règlement du PLU.

Nous conseillons, donc, en fonction du souhait des élus, d'établir des plans d'urbanisme en prévoyant des tailles de parcelles importantes de 900 m².

1.3 CHIFFRAGE DU SCENARIO RETENU

Ci-après, le tableau du chiffrage du scénario retenu

raccordement sur réseau existant

SECTEUR COLLECTE				
NOMBRE DE LOGEMENTS RACCORDES			44	
		P.U.	MONTANT	
RACCORDEMENT SUR DOMAINE PRIVE		915 €	40 260 €	
PLUS VALUE (C.S.D. MOYEN)		46,0%	18 520 €	
INVESTISSEMENT DOMAINE PRIVE			58 780 €	
par logement			1 336 €	
RESEAU DE COLLECTE		Quantité	P.U.	MONTANT
Branchement		44	915 €	40 260 €
Canalisation gravitaire diam. 200 sous voirie (en ml)		1 480	140 €	207 200 €
Canalisation gravitaire diam. 200 hors voirie (en ml)		60	110 €	6 600 €
Canalisation gravitaire sous RD ou RN		0	180 €	0 €
Passage caméra		0	0 €	0 €
Canalisation de refoulement (en ml)		350	75 €	26 250 €
Poste de Refoulement		1	35 000 €	35 000 €
		0	0 €	0 €
TOTAL RESEAU DE COLLECTE			315 310 €	
UNITE DE TRAITEMENT		Equiv.hab	132	
	Nombre	Quantité	P.U.	MONTANT
Lagunage (en m³)	0	0,0	25 €	0 €
Fosse Toutes Eaux (en m³)	0	0	385 €	0 €
Poste d'Injection	0	0	15 000 €	0 €
Filtre à Sable (en m³)	0	0	115 €	0 €
Forfait installation site de traitement	0	0	4 500 €	0 €
TOTAL SITE TRAITEMENT			0 €	
INVESTISSEMENT DOMAINE PUBLIC			315 310 €	
par logement			7 166 €	
TOTAL SECTEUR COLLECTE			374 090 €	
par logement			8 502 €	
SECTEUR NON COLLECTE				
NOMBRE DE LOGEMENTS NON RACCORDES			8	
	Nombre	CSD	P.U.	MONTANT
Tranchées d'infiltration	0	0,0%	4 500 €	0 €
Etude à la Parcelle	0	0,0%	5 000 €	0 €
Lit Filtrant Drainé	4	11,3%	5 200 €	23 150 €
Lit Filtrant Drainé Imperméabilisé o	4	16,7%	6 000 €	28 008 €
Pompes individuelles	0	10,0%	1 525 €	0 €
TOTAL SECTEUR NON COLLECTE			51 158 €	
par logement			6 395 €	
TOTAL INVESTISSEMENT			425 248 €	
par logement			8 178 €	
Equipements privés		Qté	P.U.	Montant
Vidange FTE		8	54 €	432 €
Visite de contrôle		8	23 €	184 €
Entretien réseaux/regards		8	16 €	128 €
Entretien pompe		1	92 €	92 €
TOTAL ANNUEL			836 €	
par logement			105 €	
Equipements collectifs		Qté	P.U.	Montant
Curage collecteurs (ml)		1 540	2 €	2 464 €
Nettoyage boîtes branchement (u)		44	8 €	339 €
Consommation électricité (log)		44	23 €	1 012 €
Vidange FTE (m³)		0	19 €	0 €
Entretien poste d'alimentation		15 000	0,07	1 050 €
Entretien poste de refoulement		16 000	0,08	1 280 €
Entretien unité de traitement (hab)		0	23 €	0 €
TOTAL ANNUEL			6 145 €	
par logement			140 €	
TOTAL ENTRETIEN/AN			6 981 €	
par logement/an			134 €	

2. DEPENSES PUBLIQUES / INCIDENCE BUDGETAIRE

2.1 ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Les modalités de la mise en place de l'assainissement autonome sont pour le moment laissées à la charge des particuliers. Seule la maîtrise d'ouvrage publique permet d'obtenir des subventions à travers des programmes de réhabilitation des dispositifs d'assainissement autonome. Auparavant, une étude complémentaire au zonage pour le diagnostic de l'assainissement autonome doit être entreprise.

En dehors de ces programmes, la réhabilitation de l'assainissement autonome se fera au fur et à mesure des demandes de permis de construire ou de rénovation. A cette occasion, une étude de définition de filière d'assainissement autonome devra être réalisée.

2.2 LE SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF :

Ce service existe d'ores et déjà. Environ 337 abonnés sont actuellement concernés. Le raccordement proposé concerne 44 logements supplémentaires pour le village de la Thibaudière-la Mulonnière et le Clos des Fosses. A terme, le nombre total d'habitations à raccorder serait d'environ 75.

Estimation du nombre d'habitations raccorder à l'horizon 15 ans :

	Nombre d'habitations	Nombre d'Habitant
Situation fin 2002	326	887
Evolution démographique	225	787
Raccordement de villages	75	228
Total	626	1902

*base de 2.72 habitants par logement actuel et de 3.5 habitants par logement futur

INVESTISSEMENTS :

Les estimatifs de dépenses pour la réalisation des travaux ont été calculés à partir des prix unitaires suivants :

- Canalisation EU : prix au mètre linéaire de 140 € (180 € pour route touristique).
- Coût du raccordement sur domaine public : 915 € par logement

Ainsi les dépenses prévues sont estimées à 717 010 € H.T. et un coût d'entretien d'environ 48145€/an. - Voir tableau page suivante.

RECAPITULATIF DES DEPENSES ENVISAGEES POUR L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

OPERATION

[illegible]

TOTAUX	315 310 €	401 700 €	381	48 145 €	28 575
MONTANT TOTAL	717 010 €				

REPARTITION DES TRAVAUX

Scenario 1	Commune	Secteurs	Réseaux	Traitement	Avance	Subventions	Nbre Branchements	Taxe Raccordt	Prêt	Annuité	Frais de fonct	Assiette (m²)
Tranche 0			0	0	0	0	337	0	0	-	42 000	25 275
Tranche 1	Saint-Hilaire de Chaleçons	Nouvelle station d'épuration dans le bourg	0	401 700	0	281 190	0	35 000	85 510	6 292	0	0
Tranche 2	Saint-Hilaire de Chaleçons	La Thibaudière - La Mulonnière - le Clos des Fosses	315 310	0	0	100 009	44	35 000	180 301	13 267	6 145	3 300
Tranche 3			0	0	0	0	0	35 000	0	-	0	0
Tranche 4			0	0	0	0	0	35 000	0	-	0	0
Tranche 5			0	0	0	0	0	35 000	0	-	0	0
Tranche 6			0	0	0	0	0	35 000	0	-	0	0
Tranche 7			0	0	0	0	0	35 000	0	-	0	0
Tranche 8			0	0	0	0	0	35 000	0	-	0	0
Tranche 9			0	0	0	0	0	35 000	0	-	0	0
Tranche 10			0	0	0	0	0	35 000	0	-	0	0
TOTAUX			315 310	401 700	0	381 199	381	1 470 000	265 811	19 559	48 145	28 575

ESTIMATION DES SUBVENTIONS AUX TAUX ACTUELS

Scenario 1	Commune	Secteurs	Réseaux	Traitement	Nbre Branchements	Traitement				Réseau			
						Agence	CG	region		Agence	CG	Region	Subv°
Tranche 0			0	0	337								0
Tranche 1	Saint-Hilaire de Chaleons	Nouvelle station d'épuration dans le bourg	0	401 700	0	140 595	140 595	0		0	0	0	281 190
Tranche 2	Saint-Hilaire de Chaleons	La Thibaudière - La Mulonnière - le Clos des Fosses	315 310	0	44	0	0	0		36 947	63 062	0	100 009
Tranche 3			0	0	0	0	0	0		0	0	0	0
Tranche 4			0	0	0	0	0	0		0	0	0	0
Tranche 5			0	0	0	0	0	0		0	0	0	0
Tranche 6			0	0	0	0	0	0		0	0	0	0
Tranche 7			0	0	0	0	0	0		0	0	0	0
Tranche 8			0	0	0	0	0	0		0	0	0	0
Tranche 9			0	0	0	0	0	0		0	0	0	0
Tranche 10			0	0	0	0	0	0		0	0	0	0
TOTALS			315 310	401 700	381	140 595	140 595	0		36 947	63 062	0	381 199

Reste à charge de la commune	335 811
------------------------------	---------

EQUILIBRE BUDGETAIRE :

Compte tenu des possibles participations financières, il restera à charge de la commune une dépense d'environ **335 811 euros**. Les simulations financières font apparaître une taxe s'établissant aux environs de 1.00 euros /m³ (+ part fixe de 30 euros), soit un coût moyen de l'assainissement d'environ 105 euros HT, pour une consommation moyenne de 75 m³ par an. La validité de cette estimation est fortement liée aux taux de subventions, aux taux bancaires. (Voir tableau ci-après)

Dans cette simulation, seule une taxe de raccordement pour les nouvelles constructions est exigée ; elle est de 2500 euros.

Les subventions sont calculés de façon constante sur les 10 ans à venir en prenant les taux actuels. De même les prêts réalisés pour les compléments de financement sont pris à taux fixe de 5% sur 20 ans.

Ainsi, pour un équilibre correct du budget, il serait nécessaire d'élever le montant de la redevance à 1.00 €/m³ et d'augmenter de 3% par an.

Les travaux terminés, ce budget générerait des excédents qui seront alors utiles pour réaliser des travaux nouveaux ou de réfection.

La justesse de ces estimations est liée à plusieurs critères importants :

- La précision de cette étude, qui globalise un certain nombre de sujétions,
- L'évolution des conditions économiques sur les 10 prochaines années,
- Le maintien des aides financières,
- Le développement de l'urbanisation

EN CONCLUSION :

Scenario 1

	Année 0	2004
Taxe de raccordement des logements existants	0,00 €	
Taxe de raccordement des nouveaux logements	2 500,00 €	
Montant de l'abonnement (part fixe)	30,00 €	
Taux du prêt pour travaux	4%	
Durée du prêt pour travaux	20 ans	

Nombre de permis de construire délivré dans les secteurs raccordés chaque année	14
Consommation moyenne annuelle d'un foyer	75 m3

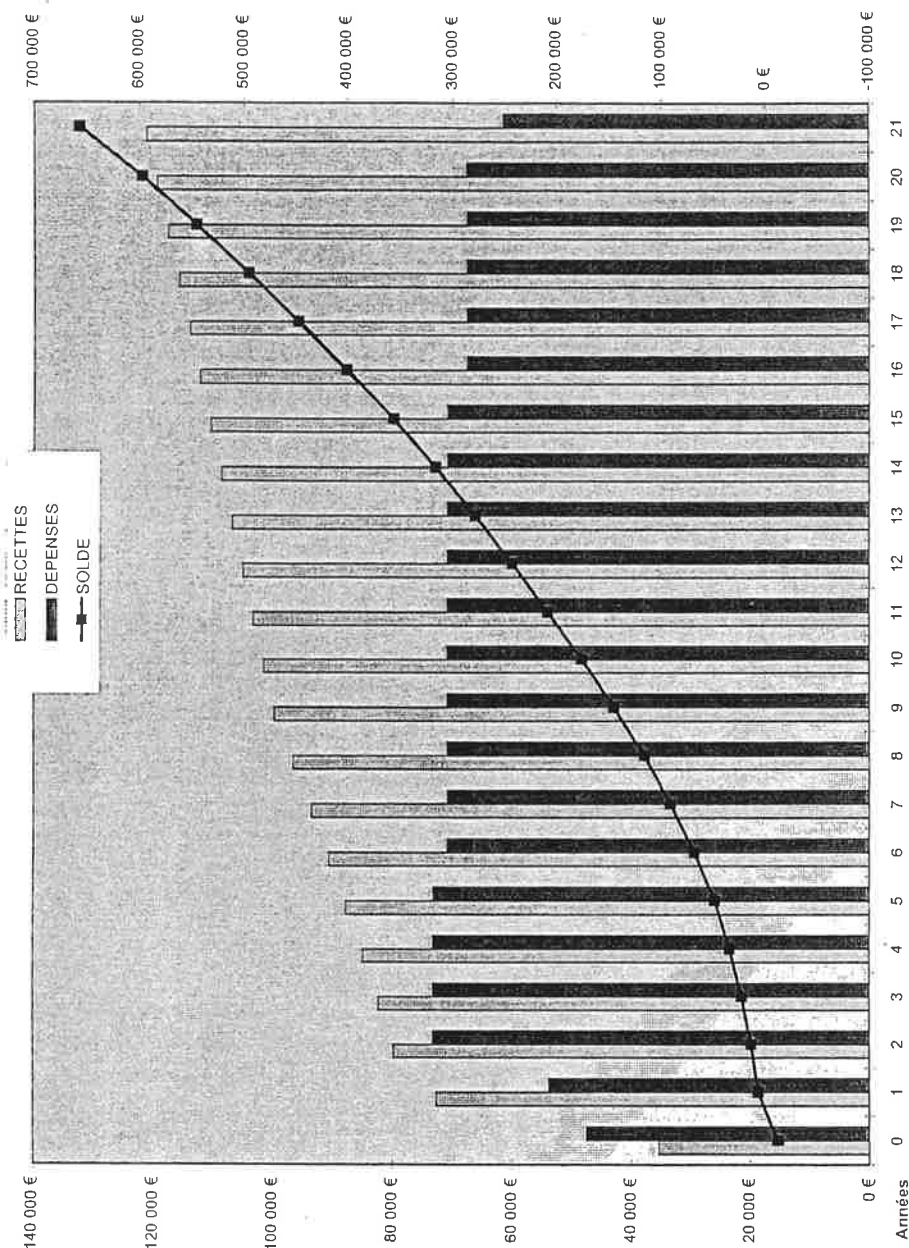
Prêt court terme pour trésorerie	
montant prêt	
Année de réalisation	
durée	
Taux	

Taux des subventions espérées

Réseaux	1ère Tranche	Tranches ult.
Conseil Général:	20%	20%
Conseil Régional	0%	0%
Agence de l'Eau	15%	15%
Autre		
Total	35%	35%
Traitement		
Conseil Général	35%	35%
Conseil Régional	0%	0%
Agence de l'Eau	35%	35%
Autre		
Total	70%	70%
Avance sur travaux		
Agence de l'Eau	0%	0%

Redevance au m3	1,00 €
Coût moyen par abonné	105,00 €
Augmentation annuelle	3,00%

EQUILIBRE BUDGETAIRE



L'étude de zonage devra être soumise à enquête publique.

Pour les élus, il apparaît souhaitable de réaliser l'ensemble des travaux à une échéance de 9/10 ans. Cette échéance est directement liée aux possibilités financières des partenaires tels que l'Agence de l'eau, le Conseil Général, le Conseil Régional,... Les taux de participation de ces derniers sont estimés constants, rien ne permet d'affirmer la pérennité de ces aides pendant les 10 prochaines années.

Le service ainsi mis en place représente un confort important pour l'utilisateur. Ce dernier devra honorer en contrepartie de ce service une facture. Celle-ci globalise habituellement la distribution, les différentes taxes aux organismes, le coût de l'assainissement. La page ci après simule cette facture que pourrait recevoir un particulier consommant 75m³/an. La moyenne au m³ serait de 3.58 € la première année, pour augmenter à environ 4.62 € dans 10 ans.

Il ne faudra pas oublier non plus les quelques autres logements non desservis par ces réseaux, qui devront posséder des installations autonomes en état de fonctionnement et dont la collectivité aura à sa charge d'organiser le contrôle du fonctionnement. Il sera également possible d'engager des opérations de réhabilitations.

SIMULATION DE LA FACTURE D'EAU et DE SON EVOLUTION A 10 ANS

SIMULATION DE FACTURE EAU - COMMUNE DE SAINT-HILAIRE DE CHALEONS

2004

INDEX et VOLUME
Ancien Relevé 27/10/03 450
Relevé du 26/10/04 525
Consommation 75 m3
A déduire Estimation 0 m3
Solde Facturation 75 m3

Compteur N° XXXXXXXX

Mr SPECIMEN
Allée des Planches
Saint-Hilaire de Chaleons

Collecte et/ou Traitement des Eaux usées		Volume	P.U. H.T.	Collectivité	Distributeur	Sous Total H.T.
Abonnement	Collectivité	75	0,3200	15,4600		92,6600
Consommation				24,0000		
Abonnement	Distributeur	40	0,3314	20,4000		
Consommation	1 à 40	40	0,3314	13,2560		
Consommation	41 à 106	35	0,5584	19,5440		
Sous Total H.T.						92,6600

Distribution de l'Eau		Volume	P.U. H.T.	Collectivité	Distributeur	Sous Total H.T.
Abonnement	Collectivité	75	1,1600	61,0800		
Consommation				87,0000		
Organismes Publics:						
F.N.D.A.E.		75	0,02134	1,6005		
Lutte contre la pollution (Agence)		75	0,1610	12,0750		
Sous Total H.T.						161,7555

Total Facturation H.T. 254,4155
TVA à 5,5 % 13,9929
Montant à Régler 268,4084

Soit au m3 3,58

SIMULATION DE FACTURE EAU - COMMUNE DE SAINT-HILAIRE DE CHALEONS

2014

INDEX et VOLUME
Ancien Relevé 27/10/00 368
Relevé du 26/10/01 443
Consommation 75 m3
A déduire Estimation 0 m3
Solde Facturation 75 m3

Compteur N° XXXXXXXX

Mr SPECIMEN
Allée des Planches
Saint-Hilaire de Chaleons

Collecte et/ou Traitement des Eaux usées		Volume	P.U. H.T.	Collectivité	Distributeur	Sous Total H.T.
Abonnement	Collectivité	75	1,3048	15,4600		166,5180
Consommation				97,8580		
Abonnement	Distributeur	40	0,3314	20,4000		
Consommation	1 à 40	40	0,3314	13,2560		
Consommation	41 à 106	35	0,5584	19,5440		
Sous Total H.T.						166,5180

Distribution de l'Eau		Volume	P.U. H.T.	Collectivité	Distributeur	Sous Total H.T.
Abonnement	Collectivité	75	1,1600	61,0800		
Consommation				87,0000		
Organismes Publics:						
F.N.D.A.E.		75	0,02134	1,6005		
Lutte contre la pollution (Agence)		75	0,1610	12,0750		
Sous Total H.T.						161,7555

Total Facturation H.T. 328,2735
TVA à 5,5 % 18,0550
Montant à Régler 346,3285

Soit au m3 4,62

3. CONSEQUENCES IMMEDIATES DU SCHEMA ET DES CHOIX OPERES

Les dispositions résultant de l'application du présent Plan de zonage ne sauraient être dérogatoires à celles découlant du Code de la Santé Publique, ni à celles émanant du Code de l'Urbanisme ou du Code de la Construction de l'Habitation.

En conséquence, il en résulte que :

⇒ la délimitation des zones relevant de l'assainissement collectif ou non collectif, indépendamment de toute procédure de planification urbaine, n'a pas pour effet de rendre ces zones constructibles.

⇒ Qu'un classement en zone d'assainissement collectif ne peut avoir pour effet :

- ◆ ni d'engager la collectivité sur un délai de réalisation des travaux d'assainissement.
- ◆ ni d'éviter au pétitionnaire de réaliser une installation d'assainissement conforme à la réglementation, dans le cas où la date de livraison des constructions est antérieure à la date de desserte des parcelles par le réseau d'assainissement.
- ◆ ni de constituer un droit, pour les propriétaires des parcelles concernées et les constructeurs qui viennent y réaliser des opérations, à obtenir gratuitement la réalisation des équipements publics d'assainissement nécessaires à leur desserte. (les dépenses correspondantes supportées par la collectivité responsable donnent lieu au paiement de contributions par les bénéficiaires d'autorisation de construire, conformément à l'article L 332-6-1 du code de l'urbanisme).

Les habitants de la commune ou communauté de communes se répartiront donc entre usagers de « l'assainissement collectif » et usagers de « l'assainissement non-collectif ».

LES USAGERS RELEVANT DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Ils ont obligation de raccordement et paiement de redevance correspondant aux charges d'investissement et d'entretien des systèmes collectifs.

A leur égard, on pourra faire une distinction entre :

★ Le particulier résidant actuellement dans une propriété bâtie

⇒ qui devra à l'arrivée du réseau, faire, à ses frais, son affaire de l'amenée de ses eaux usées à la connexion de branchement au droit du domaine public ainsi que prendre toutes les dispositions utiles à la mise hors d'état de nuire de sa fosse devenant inutilisée.

⇒ et qui d'autre part sera redevable auprès de la commune :

◆ du coût du branchement : montant résultant du coût réel des travaux de mise en place d'une canalisation de jonction entre son domaine et le collecteur principal d'assainissement, diminué du montant de subventions éventuelles et majoré de 10 % pour frais généraux.

◆ de la « redevance assainissement » : part fixe et taxe assise sur le volume d'eau consommée et dont les montants contribuent au financement des charges du service d'assainissement, à savoir : les dépenses de fonctionnement, les dépenses d'entretien, les intérêts de la dette pour l'établissement et l'entretien des installations ainsi que les dépenses d'amortissement de ces installations.

★ Le futur constructeur

⇒ qui, outre les obligations qui lui sont imputables au même titre et dans les mêmes conditions que celles définies à l'occupant mentionné dans la section précédente, pourra, compte tenu de l'économie réalisée sur la non acquisition d'un dispositif d'assainissement individuel, être assujetti, dans le cadre d'une autorisation de construire, au versement d'une participation qui ne pourra cependant excéder 80 % du coût de fourniture et pose de l'installation individuelle d'assainissement qu'il aurait été amené à réaliser en l'absence de réseau collectif.

LES USAGERS RELEVANT DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Ils ont obligation de mettre en œuvre et d'entretenir les ouvrages (si la commune n'a pas décidé la prise en charge d'entretien) pour les systèmes non collectifs.

Parallèlement à l'instauration d'un zonage d'assainissement, l'article 35-§ I et § II de la loi sur l'eau fait obligation aux communes de contrôler les dispositifs d'assainissement non collectif. La mise en place de ce contrôle technique communal devra être assurée au plus tard le 31/12/2005.

Les communes prennent obligatoirement en charge les dépenses relatives aux systèmes d'assainissement collectif, notamment aux stations d'épuration des eaux usées et à l'élimination des boues qu'elles produisent, et les dépenses de contrôle des systèmes d'assainissement non collectif. Elles peuvent prendre en charge les dépenses d'entretien des systèmes d'assainissement non collectif. L'étendue des prestations afférentes aux services d'assainissement municipaux et les délais dans lesquels ces prestations doivent être effectivement assurées sont fixés par décret en Conseil d'Etat en fonction des caractéristiques des communes et notamment des populations totales, agglomérées et saisonnières.

Les dispositions relatives à l'application de cet article ont été précisées par l'Arrêté du 6 mai 1996 fixant les modalités du contrôle technique exercé par les communes sur les systèmes d'assainissement non collectif.

Cette vérification se situe essentiellement à deux niveaux :

- ⇒ Pour les installations neuves ou réhabilitées : vérification de la conception, de l'implantation et de la bonne exécution des ouvrages.
- ⇒ Pour les autres installations : au cours de visites périodiques, vérification du bon état des ouvrages, de leur ventilation, de leur accessibilité, du bon écoulement des effluents jusqu'au dispositif d'épuration, de l'accumulation normale des boues dans la fosse toutes eaux ainsi que la vérification éventuelle des rejets dans le milieu hydraulique superficiel.

De plus, dans le cas le plus fréquent où la commune n'aurait pas pris en charge l'entretien des systèmes d'assainissement non collectif, la vérification porte également sur la réalisation périodique des vidanges (fixée tous les 4 ans dans le cas d'une fosse septique ou d'une fosse toutes eaux selon les dispositions de l'arrêté « prescription technique » du 6 mai 1996) et, si la filière en comporte, sur l'entretien des dispositifs de dégraissage (conseillé 2 fois par an).

A la mise en place effective de ce contrôle, l'utilisateur d'un système non collectif sera soumis au paiement de « redevance » qui trouvera sa contrepartie directe dans les prestations fournies par ce service technique.

En outre, ce contrôle qui nécessite l'intervention d'agents du service d'assainissement sur des terrains privés a été rendu possible par les dispositions de l'article 36-V de la Loi sur l'Eau relatif à leur droit d'entrée dans les propriétés privées.

Néanmoins, cette intervention reste conditionnée par un avis préalable et un compte rendu tels que mentionnés aux articles 3 et 4 de l'arrêté « contrôle technique » du 6 mai 1996 de façon à garantir le respect des droits et libertés des individus rappelé par le Conseil Constitutionnel dans sa décision n°90-286 du 28 décembre 1990.

ETUDE DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

Commune de **SAINT-HILAIRE DE CHALEONS**

ANNEXE

Courrier du 23 MAI 1995

MAIRIE
DE
SAINT-HILAIRE-DE-CHALÉONS
LOIRE-ATLANTIQUE
44680 Ste Pazanne

Téléphone 40.31.70.40

Le 23 MAI 1995

B I C H A
LA BECHARDIERE

35250 ST GERMAIN SUR ILE

Objet : Etude de zonage
d'assainissement

Monsieur,

Après avoir examiné votre proposition de schéma d'assainissement, nous envisageons d'entreprendre l'assainissement collectif dans les villages suivants :

- Le Pont Béranger : habitations existantes

: future zone intercommunale d'activité/lagunage

- La Thibaudière/Mulonnière

~~- les Forges et la Coche.~~

Concernant le reste du territoire de la commune, aucune décision n'a, pour l'instant, été prise.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.

LE MAIRE,
F. LOQUAIS



ה
ר
ר
ר
ר
ר
ר
ר
ו
ו
נ
נ
נ
נ
נ
נ
נ
נ
נ
נ



SARL BICHA

La Béchardière - B.P. 2 - 35250 SAINT GERMAIN SUR ILLE

Tél. 02 99 55 41 41 - Fax 02 99 55 42 02 - E.MAIL : bicha@wanadoo.fr